

Ecologie : sortir du dogmatisme

Christophe Ramaux (Centre d'Économie de la Sorbonne – Université Paris I – membre des Economistes atterrés) – Août 2019.

Une version courte de cet article est parue dans *Le Monde* (15 août 2019) sous le titre « *Les collapsologues ravalent le politique à un mode religieux* » :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/08/15/christophe-ramaux-les-collapsologues-ravalent-le-politique-a-un-mode-religieux_5499586_3232.html

L'écologie est la « nouvelle frontière » du XXI^e siècle. Comment l'aborder ?

Selon le GIEC, le réchauffement anthropique, celui causé par l'homme, s'élève à 1 degré par rapport au début du XIX^e siècle. Il préconise, à la suite de l'accord de Paris de 2015, de le limiter à 1,5°. Au-delà, la terre ne cessera pas de tourner, ni l'espèce humaine d'exister. Les sécheresses, l'intensité des cyclones, etc., seront accrues, en particulier dans certaines régions. C'est suffisamment grave pour inciter à agir.

Les collapsologues vont plus loin. Selon Yves Cochet, ancien ministre, « *l'effondrement est [...] probable en 2025, certain vers 2030* », avec seulement une « *moitié survivante de l'humanité dans les années 2040* » (*Libération*, 23 août 2017). Il faut prendre la mesure de la régression dont sont porteurs ces nouveaux prophètes de l'apocalypse.

Avec la démocratie politique, l'humanité est sortie (même si pas partout) des sociétés de religion. Mais on ne s'émancipe pas aisément d'un schème dominant durant des siècles. Comme le souligne Marcel Gauchet, le politique a longtemps été pensé sur un mode religieux, à l'image finalement du communisme. Cette page a été tournée en 1989. Les collapsologues nous y ramènent. En agitant le spectre de l'apocalypse, ils ravalent le politique sur un mode religieux. D'où l'infatuation (la prétention d'avoir seul saisi l'ampleur des enjeux), l'ésotérisme – Pablo Servigne, collapsologue anarchiste, invite à « *faire l'expérience du soi sauvage* » (p. 254), à « *l'initiation* » afin de « *ne pas détruire nos ombres, mais d'apprendre à vivre, à danser avec elles* » pour « *renouer avec nos racines et notre âme profonde* » (p. 253), nos « *symboles primitifs* » (p. 242) (en se référant au controversé psychiatre Carl Gustav Jung)¹ – et finalement la mise en cause de la démocratie. Si la fin du monde menace, ne faut-il pas cesser toute controverse, se rassembler autour d'un unique parti, comme y invite Philippe Torreton (*Le Monde* 22 février 2019), l'un des artistes autoproclamés sauveurs de la planète ?

L'écologie mérite mieux. Elle invite à changer de monde. Le libéralisme soutient que l'intérêt général est réductible aux jeux des intérêts particuliers. Deux révolutions l'ont déjà remis en cause. La démocratie, laquelle a certes un volet libéral (liberté de penser, de s'associer...), mais aussi un volet qui ne s'y réduit pas, avec le suffrage universel et la loi prise en son nom qui s'applique à tous. L'Etat social ensuite et l'économie mixte qu'il promeut, avec un pôle privé, mais aussi un pôle public (la protection sociale, le droit du travail, les services publics...). Le primat de la loi et l'Etat social reposent sur l'idée que l'intérêt général, la société elle-même, ont une consistance propre, non réductible aux intérêts particuliers. L'écologie invite, de même – et c'est en quoi elle est une nouvelle révolution qui complète les deux précédentes –, à placer en surplomb l'intérêt général étendu à la préservation des écosystèmes.

La prendre au sérieux, aller au-delà de ses premiers pas nécessairement balbutiants, suppose d'affronter certaines questions sans détours.

Le capitalisme est par construction – *business is business* – productiviste. L'écologie suppose de faire décroître les activités polluantes. Mais faut-il aller au-delà et prôner une décroissance globale ? Ce n'est pas ce que retient le GIEC et il a raison.

Le réchauffement climatique dépend de quatre variables : l'évolution de la population (la dernière bombe démographique est en Afrique et devrait être résorbée à la fin du siècle) ; la croissance du PIB ; l'intensité

¹ Cf. Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, Le Seuil, 2018, pp 234-254. Les mêmes auteurs soulignent que l'effondrement peut être heureux (c'est même tout le sens de leur dernier opus), via la constitution de petites communautés « *entre 30 et 150* » survivants « *qui tissent des liens très puissants* » notamment « *avec le sacré* » (p. 256).

énergétique du PIB (le ratio énergie/PIB) ; l'intensité carbone de l'énergie (gaz à effet de serre (GES)/énergie). Pour limiter le réchauffement, le GIEC table surtout sur les deux derniers volets. Ce choix s'explique aisément : miser sur la réduction de la croissance annihilerait le développement économique et social, une option inadmissible pour les pays les moins avancés. Mais une option irrecevable aussi dans les pays développés. Le soulèvement des gilets jaunes, corroboré par les études du Credoc sur la consommation, atteste de l'étendue des besoins insatisfaits : fins de mois difficiles, mal logement (4 millions de personnes en France), santé, éducation, culture, alimentation saine, etc. L'écologie exige, elle-même, un surcroît de « croissance verte » : rénovation thermique du bâti ; développement des énergies non carbonées, des transports collectifs, passage à une agriculture (vraiment) raisonnée ou bio (or un kilo de carottes bio plutôt qu'industrielles c'est une croissance « en volume » du PIB puisque celle-ci intègre la hausse des quantités mais aussi de la qualité), etc.

Les indicateurs écologiques sont à améliorer (l'empreinte écologique est très lacunaire) et à placer au centre. Mais nul besoin pour ce faire de détricoter le PIB. Ce dernier est calculé, c'est l'une de ses nombreuses qualités, de trois façons différentes. Par la production (les valeurs ajoutées dont celles par le secteur public) ; la demande (consommation – dont celle de services publics – et investissement) et les revenus (salaire – dont les cotisations sociales –, profit, etc.). Croissance et pouvoir d'achat sont intimement liés. La réduction nécessaire des inégalités offre des marges de manœuvre. Mais ne trompons pas le monde : la pérennisation des prestations sociales, dont les retraites, la hausse du Smic et du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre, la satisfaction des immenses besoins sociaux et écologiques insatisfaits, ne pourront se faire à PIB constant, uniquement par la redistribution.

Le découplage entre PIB et émission de GES est-il possible ? Oui, fort heureusement. Le découplage relatif (moindre augmentation des GES que celle du PIB) a déjà commencé à l'échelle mondiale, notamment grâce à la tertiairisation des besoins (éducation, santé...) et donc des productions². Et le nécessaire découplage absolu (réduction des émissions de GES en dépit de la hausse du PIB) n'est pas hors d'atteinte. La France y parvient ces toutes dernières années, y compris en intégrant les produits importés (la moitié de son empreinte carbone)³.

La réduction de la consommation d'énergie (la sobriété énergétique) suppose de rompre avec l'austérité budgétaire, afin de réaliser les investissements requis, mais aussi avec le libre-échange, son transport échevelé de marchandises et le dumping environnemental dont il est porteur. La réduction de l'intensité carbone de l'énergie – dont l'humanité aura malgré tout besoin à l'avenir – suppose, de son côté, d'abandonner les énergies fossiles, d'électrifier l'énergie donc en décarbonant cette production électrique.

La France est bien située sur ce dernier registre, en raison du nucléaire. Son empreinte carbone par habitant est inférieure de près de 20 % à la moyenne européenne. Les énergies renouvelables sont à encourager. Mais gare aux leurres. Tant que le stockage industriel de l'électricité n'est pas résolu (il ne l'est pas pour l'heure), l'éolien et le photovoltaïque supposent des énergies de complément. Avec sa sortie précipitée du nucléaire, l'Allemagne use et abuse du charbon et du gaz. La teneur en CO₂ de son kWh y est 10 fois supérieure qu'en France. Et les énergies renouvelables sont coûteuses dès lors qu'est pris en compte le complément indispensable à leur viabilité. L'accès à l'électricité est ainsi une cause majeure de précarité en Allemagne.

Les énergies renouvelables sont à encourager et il serait souhaitable, pour moult raisons (dont la gestion des déchets) de pouvoir se passer du nucléaire à long terme. Mais pour limiter le réchauffement, pour le portefeuille de l'utilisateur et accessoirement (mais l'est-ce ?) pour sa politique industrielle, la France ne doit pas en sortir précipitamment.

L'histoire fourmille de promesses d'émancipation abîmées par le dogmatisme. Puisse l'écologie y échapper.

² « Depuis 1990, la quantité de CO₂ par unité de PIB a diminué d'un tiers dans le monde, traduisant une décorrélation progressive entre croissance économique et émissions de CO₂ » (source : Commissariat général au développement durable, *Chiffres clés du climat, édition 2019*, p. 31). Preuve du lien étroit entre développement et teneur en CO₂ du PIB, « En 2012, l'intensité carbone du PIB est plus de quatre fois plus élevée en Afrique que dans l'UE, ce qui signifie que quatre fois plus de GES y sont émis, par unité de richesse produite » (p. 23).

³ L'empreinte carbone totale de la France a décliné de 6 % entre 2011 et 2014, avant de repartir légèrement à la hausse, sans que le niveau record de 2011 ne soit atteint en 2017 (dernières estimations). Cette empreinte demeure cependant plus élevée (+ 20 %) qu'en 1995, la hausse intervenue entre 1995 et 2011 n'ayant pas été annulée ensuite. Par habitant, l'empreinte carbone est inférieure de 5 % en 2017 (11,2 tonnes par habitant) par rapport au point haut atteint en 2005 (11,8 tonnes), mais demeure supérieure à 1995 (10,5 tonnes).